JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo, France & Union Fse	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.400 fr.	650 fr.
Avion :	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.400 fr.	800 fr.
Avion :	3.500 fr.	2.100 fr.
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 60 fr. Par porteur ou par la poste : Togo-France & Union Fse : 75 fr. Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 60 f

Minimum 230 f

Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 230 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO

LOIS

1958

12 novembre — Loi n° 58-65 portant annulation définitive de crédits sans emploi au budget d'équipement du Togo — exercice 1957. 798

DECRETS; ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTÈRE

1958

27 novembre — Arrêté n° 236/PM/MCIEP modifiant l'arrêté n° 182/PM/MCIEP du 24 septembre 1958 fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits fiscaux d'entrée et de sortie. 799

27 novembre — Arrêté n° 237/PM/MCIEP modifiant le cours de soutien F.O.B. Lomé du cacao. 799

Arrêtés et décisions portant nominations, attributions et suppression de bourses scolaires et accordant un secours scolaire. 799

MINISTÈRE DES FINANCES

1958

29 novembre — Décision n° 146/D/MF accordant une subvention au budget de la commune mixte de Lomé. 800

Arrêtés et décisions portant affectation, attribution de pensions et approbation de rôles. 801

MINISTÈRE D'ÉTAT, DE L'INTÉRIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

1958

29 novembre — Arrêté n° 59/INT/INFO ajournant la date d'ouverture de la révision annuelle des listes électorales dans les circonscriptions du Togo pour l'année 1959. 803

Arrêtés portant réintégration, engagement et interdiction de séjour. 803

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

1958

29 novembre — Arrêté n° 31/MTP/TP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation de 4 cuves à hydrocarbures : essence, gas-oil et pétrole par la U.A.C. à Lama-Kara. 804

29 novembre — Arrêté n° 32/MTP/TP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation de 2 cuves à hydrocarbures : essence et pétrole par la société SHELL à Dapango. 804

29 novembre — Arrêté n° 33/MTP/TP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation de 2 cuves compartimentées d'hydrocarbure : essence, pétrole et gas-oil par BP (West Africa) Limited à Palimé. 804

- 29 novembre — Arrêté n° 34/MTP/IP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation de 2 cuves à hydrocarbure : essence et pétrole à Anié par la C.F.D.P.A. de Cotonou. 804
- 29 novembre — Arrêté n° 35/MTP/IP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation de 2 cuves à hydrocarbure : essence et pétrole par la C.F.D.P.A. de Cotonou à Sokodé. 805
- Décisions portant engagement, classement, démission et licenciement. 805

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1958

- 25 novembre — Arrêté n° 12/MTAS/FP fixant la composition d'une commission paritaire chargée de conclure une convention collective de l'industrie. 805
- Arrêtés et décisions portant recrutement, intégration, nominations, inscription au tableau d'avancement, promotion, affectations, radiations, maintien en disponibilité, rappel à l'activité, rappel d'ancienneté, absence, suspension de fonctions et acceptation de démissions. 806

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

1958

- 29 novembre — Arrêté n° 11/MEN fixant le stationnement des écoles officielles pour l'année scolaire 1958-59. 809
- 2 décembre — Arrêté n° 266/D/MEN fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1958-59. 811
- Décisions portant engagement, changement d'échelle, reprise de service et affectations. 812

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

- Arrêtés portant intégration, titularisation, promotion, détachement et mise en disponibilité (Postes, T.P., Agro., Police et Santé). 813

**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO**

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

- Décisions portant engagement, reclassement, affectations, et permutation. 814

**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.**

- Arrêté portant promotion. 815

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

- Tribunal supérieur d'appel du Togo. 815
- Avis de Perte 815

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO**

LOIS

LOI N° 58-65 du 12 novembre 1958 portant annulation définitive de crédits sans emploi au budget d'équipement du Togo — Exercice 1957.

Le Chambre des Députés a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sont définitivement annulés au budget d'équipement du Togo — Exercice 1957 — les crédits suivants :

CHAPITRE	NOMENCLATURE	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	DÉPENSES ORDONNANCÉES	MONTANT CRÉDITS SANS EMPLOI DÉFINITIVEMENT ANN.
IV	Acquisition	563.000	562.500	500

ART. 2. — Le Ministre des finances et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente loi qui sera

enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 12 novembre 1958.

S. E. OLYMPIO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTÈRE

ARRETE N° 236/PM/MCIEP du 27 novembre 1958 modifiant l'arrêté n° 182/PM/MCIEP du 24 septembre 1958 fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits fiscaux d'entrée et de sortie.

Le Premier Ministre,

Vu le décret de la République Française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement

de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 182/PM/MCIEP du 24 septembre 1958 fixant les valeurs mercuriales pour des droits fiscaux d'entrée et de sortie, modifié par arrêté n° 198/PM/MCIEP du 10 octobre 1958;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission des mercuriales en date du 26 novembre 1958;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 198/PM/MCIEP, susvisé, portant modification de valeurs mercuriales.

ART. 2. — Le tableau de l'arrêté n° 182/PM/MCIEP, susvisé, indiquant les valeurs mercuriales applicables à la liquidation des droits d'entrée et de sortie, est modifié comme suit :

2° — A L'EXPORTATION

N° DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE DU TARIF DU TOGO ET DE LA NOMENCLATURE INTERNATIONNALE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE VALORATION	VALEURS MERCURIALES
03-02	Poissons simplement salés, séchés ou fumés	le Kg. net	50 Fr.
18-01	Cacao en fèves.	le Kg. net	151 Fr.

ART. 3. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} décembre 1958 sera enregistré, publié au *Journal officiel* du Togo, et vu l'urgence affiché à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des postes de douane, et à la chambre de commerce.

Lomé, le 27 novembre 1958.
S. E. OLYMPIO

ARRETE N° 237/PM/MCIEP du 27 novembre 1958 modifiant le cours de soutien FOB, Lomé du cacao.

Le Premier Ministre,

Vu le décret de la République Française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 192/PM/MCIEP du 4 octobre 1958 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de la Caisse de Stabilisation pour la récolte principale de cacao 1958-59;

Vu l'arrêté n° 236/PM/MCIEP du 27 novembre 1958 modifiant les arrêtés n° 182 et 198/PM/MCIEP des 14 septembre et 10 octobre 1958 fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits d'entrée et de sortie;

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Economie et du Plan;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cours de soutien FOB, Lomé du cacao, fixé par l'arrêté n° 192/PM/MCIEP, susvisé à 273.000 francs métro, est porté pour compter du 1^{er} décembre 1958, à 276.000 francs métro.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé auprès des exportateurs par les soins de la chambre de commerce.

Lomé, le 27 novembre 1958.
S. E. OLYMPIO

Nominations

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :
N° 186/D/PM/INT du :

19 novembre 1958. — M. Eté Sylvain, secrétaire d'administration de 1^{re} classe, 2^o échelon du cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables du Togo, chef de la subdivision administrative d'Anécho, est nommé président du tribunal du premier degré de cette localité.

La présente décision aura effet pour compter de la prise de service de l'intéressé.

ARRETE :

N° 234/PM/MCIEP du :

20 novembre 1958. — M. Amégee Paul, directeur de cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des eaux et forêts, est nommé commissaire du

gouvernement auprès de la caisse de stabilisation des prix de l'arachide.

N° 187-D/PM du :

22 novembre 1958. — M. Dravie Ferdinand, instituteur de 5^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du 1^{er} degré, est nommé attaché au cabinet du Premier Ministre.

La présente décision aura effet pour compter du 12 novembre 1958.

N° 189/D/PM/INT du :

29 novembre 1958. — M. Pellefigue Pierre, attaché de 3^e classe de la France d'outre-mer, chef de la subdivision de Sokodé est nommé président du tribunal du premier degré de cette localité.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 190/D/PM/INT du :

29 novembre 1958. — M. Louis Giard, administrateur de la France d'outre-mer, commandant le cercle de Klouto, est nommé président ad-hoc du tribunal du deuxième degré de Klouto dans l'affaire M. Herman Amefia contre la collectivité de Gozo.

ARRETE :

N° 191/PM/INT du :

29 novembre 1958. — M. Pellefigue Pierre, attaché de 3^e classe de la France d'outre-mer, chef de la subdivision de Sokodé, est nommé ordonnateur du budget de la circonscription de Sokodé.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 192/PM/INT du :

29 novembre 1958. — M. Guillemet Jean, administrateur en chef de la France d'outre-mer, chef de la subdivision de Bafilo par intérim, est nommé ordonnateur du budget de la circonscription de Bafilo.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 195/D/PM/INT du :

3 décembre 1958. — M. Ekué Godfried du corps principal de la SORAFOM, est nommé directeur du service de Radio-diffusion du Togo.

N° 239/PM-MEN du :

29 novembre 1958. — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne les étudiants Togbé Jacques et Boccovi Robert, les articles 5 et 6 de l'arrêté n° 224/PM-MEN du 14 novembre 1958.

Des bourses entières (catégorie D) d'enseignement supérieur dans la Métropole sont attribuées pour l'année scolaire 1958-59 à :

Togbé Jacques (Magistrature)

Boccovi Robert (Médecine)

La dépenses résultant du paiement de ces bourses sera supportée par la Colonie libanaise du Togo qui paiera trimestriellement à l'Office des étudiants à Paris sur état des sommes dûes établi par cet organisme.

N° 241/PM-MEN du :

1^{er} décembre 1958. — Un secours scolaire de 360.000 francs métr., payable sur le reliquat dont dispose l'Office des étudiants de la France d'outre-mer, est accordé pour l'année scolaire 1958-59 à M. Akouéson Thomas, s'agiaire à la Trésorerie générale des Bouches du Rhône — 13, Rue Edouard-Delan-glade-Marseille (6^e).

N° 238/PM/MEN du :

28 novembre 1958. — Sont supprimées pour l'année scolaire 1958-59, les bourses de perfectionnement précédemment accordées par arrêtés n° 175/PM-MEN du 15 septembre 1958 et n° 173/PM-MEN du 12 septembre 1958, des étudiants dont les noms suivent :

1^o — De Medeiros Sophie (Ecole Sages-Femmes de Dijon)

2^o — Johnson Horatio (Faculté de Médecine et de Pharmacie de Bordeaux).

N° 233/PM/MEN du :

19 novembre 1958. — Un secours scolaire de 430.000 francs métr., payable sur le reliquat dont dispose l'Office des étudiants de la France d'outre-mer, est accordé pour l'année scolaire 1958-59 à M. Santos Michel, étudiant à la Faculté de Droit de Paris — 41, Boulevard Beaumarchais, Paris III^e.

MINISTÈRE DES FINANCES

Subvention

Par arrêtés et décision du Ministre des finances :

N° 146-D/MF du :

29 novembre 1958. — Une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 de francs) est accordée au budget de la commune-mixte de Lomé, en vue de lui permettre de payer les frais d'éclairage électrique de la ville de Lomé.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1958, chapitre 20, article 1, paragraphe II.

Affectation

N° 154-D/MF/SD du :

3 décembre 1958. — Les agents dont les noms suivent sont affectés dans les conditions suivantes :

AU BUREAU DE LA VISITE*(Section de la révision) A Lomé*

MM. Bob Akitani Etienne, agent principal de Constatation de 1^{re} classe, en service au poste des douanes de Kpadapé, en remplacement de M. Gbébléwo

Mama Kondo, caporal garde frontière 2^o échelon, en service au poste des douanes de Kpadapé, en remplacement du garde frontière Folly

AU BUREAU DES DOUANES DE LOMÉ*(Contrôle douanier postal)*

Bruce Jomini Frédéric, agent de Constatation de 1^{re} classe, en service au poste des douanes de Zolo, en remplacement de l'agent breveté Ahébla Elie appelé à d'autres fonctions.

AU BUREAU DES DOUANES DE LOMÉ*(Navigation)*

Kuakuvi Mathieu, sergent garde frontière, 1^{er} échelon, en service au poste des douanes de Kpadapé, en remplacement de M. Nyaku

AU BUREAU DES DOUANES DE LOMÉ*(Terre-Plain)*

Creppy Walter, caporal garde frontière 2^o échelon, en service au poste des douanes de Ségbé, en remplacement de l'adjudant Dossa Comlan, retraité

A LA BRIGADE DES DOUANES DE LOMÉ

Boukary Koulibaly, sergent garde frontière, 1^{er} échelon, en service au poste des douanes de Kpadapé, en remplacement du garde frontière Kouévidjen

Aboudou Salifou, garde frontière 2^o échelon, en service au poste des douanes de Ségbé, en remplacement du garde frontière Iko

AU POSTE DES DOUANES DE SÉGBÉ :

Folly Augustin, sergent garde frontière 1^{er} échelon, en service au bureau de la visite, en remplacement du garde Creppy.

Doussime Daniel, caporal garde frontière, en service à la brigade des douanes de Lomé, en remplacement du garde Aboudou.

AU POSTE DES DOUANES DE ZOLO

Ackey Edouard, commis adjoint de 5^e classe, adjoint au chef de poste des douanes de Mango, nommé chef de poste, en remplacement de M. Bruce

AU POSTE DES DOUANES DE KPADAPÉ

Nyaku François, agent breveté de 1^{re} classe 2^o échelon, en service au bureau des douanes de Lomé, nommé chef de poste, en remplacement de M. Bob Akitani

Kuwonu Hubert, agent breveté de 2^e classe, 3^o échelon, en service au bureau des douanes de Lomé, nommé adjoint au chef de poste

Kouévidjen Pierre, sergent garde frontière 1^{er} échelon, en service à la brigade des douanes de Lomé, en remplacement du garde Boukary Koulibaly

Iko Michel, garde frontière de 2^o échelon, en service à la brigade de Lomé, en remplacement du garde Mama Kondo.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1958.

Pensions

N° 129/MF-FP du :

29 novembre 1958. — Une pension de veuve est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M^{me} veuve Kouzo Cécilia Nopeli (née Lawoété), femme de l'ex-ouvrier de 4^e classe des Travaux publics Kouzo Bernard (indice 330, pourcentage 31%) décédé à Lomé, le 14 janvier 1957.

Le montant annuel de cette pension est fixé à vingt et un mille quatre (21.004) francs CFA. pour compter du 1^{er} février 1957.

N° 130/MF-FP du :

29 novembre 1958. — Par application des dispositions de l'article 23, paragraphes VI et VII du décret du 29 mars 1954, il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à chacun des orphelins dénommés ci-dessous (du 1^{er} au 8^e rang) de l'ex-chef calqueur de 2^e classe des Travaux publics Gbenyédjé Guillaume (indice 410 pourcentage 47% décédé à Lomé le 11 mai 1957 :

Gbenyédjé Charlotte Afiwavi, née le 14 novembre 1941

Jacques Kokouvi, né le 19 janvier 1944

Léopold Bernard, né le 20 août 1945

Laurent Komla, né le 9 août 1949

Martina Akossiwoa, née le 30 janvier 1949

Lucia Akouavi, née le 10 octobre 1951
 Régina Massan Akossiwa, née le 7 novembre 1954
 Michel Kwassi, né le 26 septembre 1956

des pensions temporaires d'orphelins fixées à :
 13.472 francs CFA. l'an pour compter du 1^{er} juin 1957.

Au cas où le total de ces pensions excéderait le montant des pensions dont aurait bénéficié le père s'il avait été retraité, il sera procédé à la réduction temporaire desdites pensions.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans; ces pensions temporaires d'orphelins, non susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux, seront versées entre les mains de M. Gbenyédji Komla, administrateur des biens du de cujus et tuteur légal des orphelins mineurs désignés ci-dessus.

Rôles

N° 127/MF/CD du :

24 novembre 1958. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles de régularisation, exercice 1958.

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
289	C.M. Lomé	Impôt général	194.905	319.905,—
290	—	Impôt général	125.000	
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
289	C.M. Lomé	Taxe de circonscription	3.900	8.450,—
290	—	Taxe de circonscription	4.550	
BUDGET COMMUNAL				
289	C.M. Lomé	Centimes additionnels	780	1.690,—
290	—	Centimes additionnels	910	
				330.045,—

N° 128/MF/CD du :

24 novembre 1958. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles de régularisation, exercice 1958;

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GÉNÉRAL				
291	C. M. Tsévié	Impôt général	19.000	49.000,—
292	—	Impôt général	30.000	
293	C. M. Palimé	Impôt général	195.550	215.550,—
294	—	Impôt général	20.000	
295	C. M. Atakpamé	Impôt général	208.100	233.100,—
296	—	Impôt général	25.000	
297	C. M. Sokodé	Impôt général	37.000	156.900,—
298	—	Impôt général	119.900	
299	C. M. Bassari	Impôt général	50.500	57.500,—
300	—	Impôt général	7.000	
301	Cercle Lama-Kara	Impôt général	14.000	31.000,—
302	—	Impôt général	17.000	
303	Cer. Mango	Impôt général	7.000	88.000,—
304	—	Impôt général	81.000	
305	Cer. Dapango	Impôt général	45.000	67.000,—
306	—	Impôt général	22.000	
				898.050,—

N° 131/MF/CD du :

3 décembre 1958. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1958 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GÉNÉRAL				
282	C. M. Tsévié	Impôt général	346.000	346.000,—
283	C. M. Anécho	Impôt général	122.000	122.000,—
284	C. M. Palimé	Impôt général	191.000	191.000,—
285	Sud. Nuatja	Impôt général	120.500	120.500,—
286	C. M. Atakpané	Impôt général	545.000	545.000,—
				1.324.500,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million trois cent vingt quatre mille cinq cents francs est fixée au 31 décembre 1958.

**MINISTÈRE D'ÉTAT, DE L'INTÉRIEUR,
DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE**

ARRETE N° 59/INT/INFO du 29 novembre 1958
ajournant la date d'ouverture de la révision annuelle des listes électorales dans les circonscriptions du Togo pour l'année 1959.

Le Ministre d'Etat, de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse,

Vu le décret de la République Française n° 56-347 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ajournée au 1^{er} janvier 1959 la date d'ouverture dans les circonscriptions du Togo, de la révision annuelle des listes électorales, selon la réglementation en vigueur, pour l'année 1959.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République du Togo et affiché à la mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des PTT. du territoire.

Lomé, le 29 novembre 1958.

PAULIN FREITAS

Réintégration

Par arrêtés et décisions du Ministre d'Etat, de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse :

N° 56/INT/GT du :

25 novembre 1958. — Le nommé Agbénou Dissi Martin est réintégré au Corps de la Garde togolaise

comme garde 1^{er} échelon à compter du 1^{er} novembre 1958 et affecté ledit jour au centre d'Instruction de Lomé, en remplacement du garde Sémékonawo Kossi, démissionnaire.

Engagement

N° 157-D/INT/INFO du :

2 décembre 1958. — M. Aziglossou Emile, est engagé en qualité d'agent permanent hors catégorie au salaire mensuel de trente mille francs (30.000 francs), pour compter du 15 novembre 1958.

M. Aziglossou Emile est affecté à Tsévié pour servir au Cercle.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 8, article 4.

Interdiction de séjour

N° 57/INT/INFO du :

25 novembre 1958. — Le séjour dans toute l'étendue de la République du Togo est interdit :

1^o) pour une durée de cinq ans à compter du 2 décembre 1958, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Mogun Meshach Erakpofoké, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1940 à Sapélé (Nigéria), fils de Mogori et de Emaforbémi de passage à Lomé, condamné pour vol à cinq mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par le jugement du 24 octobre 1958 du Tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.135/33.222).

2^o) pour une durée de cinq ans à compter du 13 février 1959, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Hamidou Moussa, né vers 1924 à Dori (Niger), fils de feu Moussa et de Fa'ouma, tailleur et revendeur demeurant à Denu (Ghana) condamné pour vagabondage à quatre mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par le jugement du 24 octobre 1958 du Tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 1-3 1-3 113-2-2-222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code pénal.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES
MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Enquête de commode et incommode

N° 31/MTP/TP du :

29 novembre 1958. — Une enquête de commode et incommode est ouverte du 15 décembre au 29 décembre 1958 au sujet de l'installation à Lama-Kara de 3 cuves à hydrocarbure : essence, gas-oil et pétrole de 10.000 litres chacune par la UAC.

Cet établissement est classé dans la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur-Maire, commandant le cercle de Lama-Kara, pendant 15 jours à partir du 15 décembre 1958 pour être communiqués de 8 h. à 11 h. et de 14 h. à 17 h. les jours ouvrables aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'Administrateur-Maire, commandant le cercle de Lama-Kara a la charge sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'Administrateur, commandant le cercle de Lama-Kara est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur, commandant le cercle de Lama-Kara dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le Ministre des travaux publics.

N° 32/MTP/TP du :

29 novembre 1958. — Une enquête de commode et incommode est ouverte du 15 décembre au 29 décembre 1958 au sujet de l'installation à Dapango de 2 cuves à hydrocarbure : essence et pétrole de 10.000 litres chacune par la société SHELL.

Cet établissement est classé dans la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur-Maire, commandant le cercle de Dapango pendant 15 jours à partir du 15 décembre 1958 pour être communiqués de 8 h. à 11 h. et de 14 h. à 17 h. les jours ouvrables aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'Administrateur-Maire, commandant le cercle de Dapango a la charge sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'Administrateur, commandant le cercle de Dapango est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'Administrateur, commandant le cercle de Dapango dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le Ministre des travaux publics.

N° 33/MTP/TP du :

29 novembre 1958. — Une enquête de commode et incommode est ouverte du 12 décembre au 26 décembre 1958 au sujet de l'installation à Palimé de 2 cuves compartimentées à hydrocarbure : essence, pétrole et gas-oil par le B. P. (West Africa) Limited.

Cet établissement est classé dans la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements seront déposés dans les bureaux de l'administrateur-maire, commandant le cercle de Palimé pendant 15 jours à partir du 12 décembre 1958 pour être communiqués de 8 h. à 11 h. et de 14 h. à 17 h. les jours ouvrables aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'administrateur-maire, commandant le cercle de Palimé a la charge sera faite conformément aux dispositions prévues.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'administrateur, commandant le cercle de Palimé est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'administrateur, commandant le cercle de Palimé dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des travaux publics.

N° 34/MTP/TP du :

29 novembre 1958. — Une enquête de commode et incommode est ouverte du 12 décembre au 26 décembre 1958 au sujet de l'installation à Anié par la C.F.D.P.A. de Cotonou de 2 cuves à hydrocarbure : essence et pétrole de 10.000 litres chacune.

Cet établissement est classé dans la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'administrateur-maire, commandant le cercle d'Atakpamé pendant 15 jours à partir du 12 décembre 1958 pour être communiqués de 8 h. à 11 h. et de 14 h. les jours ouvrables aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'administrateur-maire, commandant le cercle d'Atakpamé a la charge sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'administrateur, commandant le cercle d'Atakpamé est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'administrateur, commandant le cercle d'Atakpamé dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des travaux publics.

N° 35/MTP/TP du :

29 novembre 1958. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 15 décembre au 29 décembre 1958 au sujet de l'installation à Sokodé par la C. F. D. F. A. de Cotonou de 2 cuves à hydrocarbure : essence et pétrole de 10.000 litres chacune.

Cet établissement est classé dans la 2^e classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'administrateur-maire, commandant le cercle de Sokodé pendant 15 jours à partir du 15 décembre 1958 pour être communiqués de 8 h. à 11 h. et de 14 h. à 17 h. les jours ouvrables aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont M. l'administrateur-maire, commandant le cercle de Sokodé a la charge sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

M. l'administrateur, commandant le cercle de Sokodé est désigné comme commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, l'administrateur, commandant le cercle de Sokodé dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé à M. le Ministre des travaux publics.

Engagement

Par décisions du Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications.

N° 103/D/MTP/TP du :

26 novembre 1958. — M. Sant'Anna Emmanuel est engagé à titre d'essai pour une durée de moins de six mois en qualité d'agent des travaux publics à la hors catégorie à 25.000 frs CFA par mois et mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

Le salaire de M. Sant'Anna sera imputé sur fonds des travaux.

La présente décision aura effet à compter de la signature.

Classement

N° 106-D/MTP/TP du :

26 novembre 1958. — MM. Douiti Boukari James et Ajavon Antoine, engagés par décision n° 238-D/MTP/TP du 6 février 1958 à titre précaire pour une durée de moins de 6 mois, sont classés respectivement dessinateur et commis permanent, à la 2^e catégorie échelle A à 8.095 francs et restent à la disposition du chef du service des travaux publics.

Les salaires de ces agents continueront à être imputés au budget général du Togo chapitre 12 — article 7 — paragraphe 1.

La présente décision aura effet à compter du 1^{er} septembre 1958.

Démission

N° 105/D/MTP/CFT du :

26 novembre 1958. — Est acceptée pour compter du 16 décembre 1958, la démission de son emploi offerte par le facteur permanent Sydol Michel mle 10.260, échelle E échelon 6, en service au réseau des chemins de fer et du wharf (exploitation).

M. Sydol qui compte plus de 10 ans d'ancienneté de service (engagé le 2 décembre 1943) peut prétendre au bénéfice d'indemnité de licenciement égale à 20 % du salaire moyen des douze derniers mois de présence sans que cette indemnité puisse dépasser 4 mensualités.

En outre, il sera mandaté en faveur de l'intéressé qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 5 octobre 1958, une indemnité compensatrice de congé égale à 8 jours de salaire (compte tenu de 6 jours de complément de congé au titre 1955/1956).

Licenciement

N° 104/D/MTP/TP. du :

26 novembre 1958. — M.M. N'kuako Paul et A-botsie Seth, agents temporaires engagés suivant décisions n° 200 du 5 octobre 1957 et n° 25 du 20 novembre 1957, chargés du comptage des véhicules à Anfoin et en absence irrégulière respectivement depuis les 13 et 15 octobre 1958, sont licenciés de leur emploi pour compter des mêmes dates.

Les intéressés comptant plus de 6 mois de service, peuvent prétendre, dans le cas où ils en auraient droit, au bénéfice de l'indemnité compensatrice de congé prévue par les textes en vigueur.

MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE N° 12/MTAS-FP du 25 novembre 1958 fixant la composition d'une commission paritaire chargée de conclure une convention collective de l'industrie.

Le Ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique,

Vu le décret de la République Française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 dite Code du Travail, spécialement son article 73;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission mixte chargée de l'élaboration d'une convention collective de l'industrie est constituée avec la composition suivante :

Du côté des employeurs,

- trois représentants du syndicat interprofessionnel des entreprises industrielles du Togo ;
- un représentant du syndicat des artisans.

Du côté des salariés,

- quatre représentants de l'union des syndicats du Togo.

ART. 2. — Les syndicats ci-dessus énumérés désignent leurs représentants et en communiquent la liste à l'inspecteur du travail, président de la commission.

Ces représentants devront produire la justification de leurs pouvoirs dès l'ouverture des séances de la commission.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au J.O.R.T. et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 novembre 1958.

P. AKOUÉTÉ.

Recrutement

Par arrêtés et décisions du Ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique :

N° 152/MFR. du :

25 novembre 1958. — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M.M. Agboklu Seth et Hadzi Jean l'arrêté n° 124/MFR du 31 octobre 1958 et en ce qui concerne M. Gbéblewou Théobalt, l'arrêté n° 114/MFR du 24 octobre 1958 portant recrutement d'instituteurs-adjoints.

Sont recrutés en qualité d'instituteurs-adjoints stagiaires pour compter du 15 novembre 1958 les titulaires du BEPC dont les noms suivent :

MM. Kouéviakoé Thomas Napoléon Isidore
Hodo Gérard

Intégration

N° 158/MFR

M. Déckon Cosme, assistant de police principal de 1^{re} classe (indice 530) du cadre local du Togo, est intégré à titre exceptionnel, dans le cadre supérieur de la police du Togo, en qualité d'inspecteur de 2^e classe, 1^{er} échelon (indice 554), pour compter 1^{er} décembre 1958.

M. Déckon conserve une ancienneté civile de deux ans.

M. Déckon conservant une ancienneté de deux ans est relevé, pour compter du 1^{er} décembre 1958, au grade d'inspecteur de 2^e classe, 2^e échelon, (ancienneté épuisée).

Nominations

N° 149/MTAS/FR. du :

25 novembre 1958. — MM. Cellier et Gallon sont nommés membres du conseil d'administration de la caisse de compensation des prestations familiales au titre du Scimpex et en remplacement de M.M. Gougéaud et Potier.

N° 155/MFR. du :

25 novembre 1958. — M. Alia Aurélien, infirmier vétérinaire adjoint 4^e échelon du cadre local du Togo, admis à l'examen de sortie de l'école des assistants d'élevage de l'A.O.F., est intégré pour compter du 1^{er} août 1958 dans le cadre supérieur des assistants d'élevage du Togo, en qualité d'assistant d'élevage de 2^e classe 1^{er} échelon.

N° 32-D/MTAS-FP. du :

29 novembre 1958. — MM. Bruce E. et Amaïzo Prosper sont désignés en qualité d'assesseurs au conseil d'arbitrage saisi du conflit opposant le personnel de la C.F.A.O. d'Atakpamé à l'agent local de cette société.

N° 13/MTAS/FR. du :

4 décembre 1958. — Est désigné pour remplir les fonctions d'assesseur au tribunal du travail pendant l'année civile 1958.

M. Michelli en remplacement de M. Dairic.

Tableau d'avancement

N° 150/MFR du :

25 novembre 1958. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel du cadre supérieur de l'enseignement du premier degré de l'A.O.F., en service détaché au Togo, pour l'année 1958 :

Au titre du premier semestre 1958

Pour le grade d'institutrice-adjointe de 1^{re} classe
Mme. Doh Hélène; née Kuéviakoé, institutrice-adjte de 2^e classe.

Pour le grade d'institutrice-adjointe de 4^e classe
Mme. Quashie Angèle, née Vénance, institutrice-adjte de 5^e classe.

Au titre du deuxième semestre 1958

Pour le grade d'institutrice-adjointe hors classe
Mme. Lawson Régine, née Sanvée, institutrice-adjte. de 1^{re} classe.

Pour le grade d'institutrice-adjointe de 2^e classe.
M^{me}. d'Almeida Lucie, née Atayi, institutrice-adjte 3^e classe.

Pour le grade d'institutrice-adjointe de 3^e classe
M^{me}. Gokar Aimée, née Atayi, institutrice-adjte. de 4^e classe.

Promotion

N^o 151/MFP, du :

25 novembre 1958. — Sont promus dans le personnel du cadre supérieur de l'enseignement du premier degré de l'Afrique occidentale française, en service détaché au Togo :

Pour compter du 1^{er} janvier 1958

Au grade d'institutrice-adjointe de 1^{re} classe
M^{me} Doh Hélène née Kuéviakoé, institutrice-adjointe de 2^e classe.

Au grade d'institutrice-adjointe de 4^e classe
M^{me}. Quashie Angèle, née Vénance, institutrice-adjointe de 5^e classe.

Pour compter du 1^{er} juillet 1958

Au grade d'institutrice-adjointe hors classe
M^{me} Lawson Régine, née Sanvée, institutrice-adjointe de 1^{re} classe.

Au grade d'institutrice-adjointe de 2^e classe
M^{me}. d'Almeida Lucie, née Atayi, institutrice-adjte. de 3^e classe

Au grade d'institutrice-adjointe de 3^e classe
M^{me}. Gokar Aimée, née Atayi, institutrice-adjte. de 4^e classe.

Affectations

N^o 587/D/MFP, du :

20 novembre 1958. — M. Viorello Robert, agent contractuel des travaux publics, arrivé à Lomé par S/S « Mangin » le 24 septembre 1958, est mis à la disposition de M. le Ministre des travaux publics, des mines, des transports, et des postes et télécommunications.

M. Viorello est affecté en qualité de chef de subdivision hydraulique sud à Lomé.

La solde de M. Viorello est imputable au chapitre 2022 — article I du budget F.I.D.E.S.

N^o 589/D/MFP, du :

25 novembre 1958. — M. Abolivier Jean, magistrat du 5^e grade, 5^e échelon, de la France d'outre-mer, indice métré 375, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de 2^e classe de Lomé, est mis à la disposition du Ministre de la justice.

La solde et les accessoires de solde de M. Abolivier sont à la charge du budget de l'état s'exécutant au Togo.

N^o 590/D/MFP, du :

25 novembre 1958. — M. Barbe Pierre, Greffier de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps supérieur des greffiers et des secrétaires greffes et parquets de l'A.O.F., indice métré 260, est mis à la disposition du Ministre de la justice.

N^o 591/D/MFP, du :

25 novembre 1958. — M. Mihéayé Emile, agent permanent de 5^e catégorie, échelle D, est remis à la disposition du Ministre des finances pour servir au bureau des finances.

N^o 592/D/MFP, du :

25 novembre 1958. — Les agents permanents ci-après désignés, de retour de stage de perfectionnement et arrivés à Lomé le 14 novembre 1958, reçoivent les affectations suivantes :

M. Hunt Charles, agent permanent de 5^e catégorie, échelle D, est mis à la disposition du Ministre des finances.

Mlle. Ayivi Béatrice, agent permanent de 5^e catégorie, échelle A, est affectée au cabinet du Ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

Les intéressés seront pris en solde à compter du 12 novembre 1958, veille de leur embarquement à destination de Lomé.

N^o 601-D/MFP, du :

2 décembre 1958. — M. Atidépé Mensah, médecin africain de 1^{re} classe, 2^e échelon, nouvellement affecté au Togo, est mis à la disposition du Ministre de la santé publique.

La présente décision aura effet pour compter du 11 décembre 1958, date d'expiration du congé administratif dont l'intéressé jouit au territoire.

N^o 602-D/MFP, du :

2 décembre 1958. — M. Boileau André, chef de gare de 1^{re} classe, échelle 8, échelon 4, du cadre supérieur des chemins de fer du Togo, de retour de congé, et arrivé à Lomé, par avion, le 22 novembre 1958, est mis à la disposition du Ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications.

N^o 609-D/MFP, du :

4 décembre 1958. — M. Désport Régis, vétérinaire inspecteur, de 2^e classe, 2^e échelon, de retour de congé et arrivé à Lomé, par TAI, le 29 novembre 1958, est mis à la disposition du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts.

N° 610-D/MFP, du :

4 décembre 1958. — M. Djomatine Arsène, agent permanent 5^e catégorie, échelle A, en service au bureau des finances (section du matériel,) est mis à la disposition du Ministre du commerce, de l'industrie, de l'économie et du plan, pour servir au bureau du plan, en remplacement numérique de M. Mihéayé Emile, appelé à d'autres fonctions.

Radiations

N° 153/MFP, du :

25 novembre 1958. — M. Babelème Sylvain, instituteur-adjoint de 5^e classe, placé et maintenu sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement, par décision n° 1624-D/IA, du 9 novembre 1955, est rayé des effectifs du personnel du cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, pour compter du 18 octobre 1956.

N° 154/MFP, du :

25 novembre 1958. — M. Assignon Aldophe, moniteur-adjoint, 3^e échelon, placé et maintenu sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement par décision n° 827-D/CP, du 13 août 1952, est rayé des effectifs du personnel du cadre local des moniteurs de l'enseignement primaire du Togo, pour compter du 15 octobre 1953.

N° 163/MFP, du :

2 décembre 1958. — M. Lawson Daniel, instituteur adjoint de 6^e classe, placé et maintenu sur sa demande, en position de disponibilité sans traitement, suivant décision n° 751/P, du 22 septembre 1950 est rayé des effectifs du personnel du cadre local dit supérieur de l'enseignement du premier degré du Togo, pour compter du 1^{er} octobre 1951.

Disponibilité

N° 148/MFP, du :

24 novembre 1958. — M. Afola Philippe, moniteur adjoint, 2^e échelon du cadre local de l'enseignement primaire du Togo, en position de disponibilité sans traitement, est, sur sa demande, maintenu dans cette position jusqu'au 12 mai 1958 inclus.

M. Afola Philippe est rappelé à l'activité pour compter du 13 mai 1958 et placé, à compter de la même date, en position de détachement auprès de la chambre des députés du Togo, pour satisfaire aux obligations de son mandat de député.

Pendant la durée de son détachement, M. Afola conserve ses droits à l'avancement dans son cadre d'origine.

Les versements des retenues et de la contribution complémentaire pour pension seront effectués conformément à la réglementation en la matière.

N° 594/D/MFP, du :

25 novembre 1958. — M. Zékpa Sébastien, moniteur-adjoint, 1^{er} échelon, de l'enseignement primaire du Togo, placé dans la position de disponibilité sans traitement, par décision n° 110-D/PM-FP, du 6 novembre 1956, est maintenu d'office dans la même position, pour une nouvelle période de deux (2) ans, à compter du 1^{er} novembre 1958.

N° 161/MFP, du :

2 décembre 1958. — L'arrêté n° 133/MFP du 8 novembre 1958 rappelant à l'activité M^{me} Hulédé Nicolette, née d'Almeida, commis d'administration adjoint de 4^e classe, est et demeure rapporté.

M^{me} Hulédé Nicolette, commis d'administration adjoint de 4^e classe, en position de disponibilité sans traitement est maintenue dans cette position pour une nouvelle période d'un an, à compter du 1^{er} décembre 1958.

Rappel à l'activité

N° 162/MFP, du :

2 décembre 1958. — M. Mama Fousséni, instituteur de 3^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du premier degré du Togo, en position de détachement sans traitement, est rappelé à l'activité pour compter du 1^{er} janvier 1959, et remis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale.

Rappel d'ancienneté

N° 159/MFP, du :

2 décembre 1958. — Un rappel d'ancienneté de quatre ans neuf mois cinq jours (4 ans 9 mois 5 jours) pour services militaires, est attribué, dans son emploi actuel, à M. Sossa Héssou, garde frontière 2^e échelon, du cadre local des douanes du Togo.

N° 160/MFP, du :

2 décembre 1958. — Un rappel d'ancienneté de quatre ans, deux jours (4 ans 2 jours) pour services militaires est attribué, dans son emploi actuel, à M. Zangbé Jean Pierre, caporal garde frontière, 1^{er} échelon, du cadre local des douanes du Togo.

Absence

N° 600-D/MFP, du :

1^{er} décembre 1958. — Est constatée, pour compter du 18 novembre l'absence de son poste, de M. Tchao Atcha, agent de police 1^{er} échelon, du cadre local du Togo, en service à Tsévié, arrêté et placé sous mandat de dépôt.

Pendant toute la durée de son absence, M. Tchao Atcha, n'aura droit à aucun traitement.

Suspension de fonctions

N° 157/MFP, du :

28 novembre 1958. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 76/MFP du 23 septembre 1958, suspendant de ses fonctions M. Tété Antoine, infirmier adjoint, 2^e échelon, du cadre local de l'assistance médicale du Togo.

Démissions

N° 146/MFP, du :

20 novembre 1958. — Est acceptée, pour compter du 8 janvier 1958, la démission de son emploi offerte par M. Gam Hotounou Benoît commis d'administration adjoint de 4^e classe du cadre local du Togo.

N° 598-D/MFP, du :

29 novembre 1958. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} novembre 1958, la démission de son emploi, offerte par M^{me} Ayih Madeleine, infirmière adjointe, 1^{er} échelon, du cadre local de l'assistance médicale du Togo.

N° 599-D/MFP, du :

29 novembre 1958. — Est acceptée, pour compter du 15 novembre 1958, la démission de son emploi offerte par M. Kpély David, agent de police, 1^{er} échelon, du cadre local du Togo.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 11/MEN du 29 novembre 1958 fixant le stationnement des écoles officielles pour l'année scolaire 1958-59.

Le Ministre de l'Éducation nationale;

Vu le décret de la République Française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 32/E du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'Enseignement Officiel au Togo;

Sur la proposition de l'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1958-59 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du premier degré du territoire sont fixés comme suit :

CERCLE DE LOMÉ

Aflao	3 classes
Agouévè	3 »
Baguida	3 »
Bè	6 »
Boubacar	3 »
Camp	7 »
Etoiles	6 »
Bohn	12 »
Marius Moutet	7 »
Nyékouakpè	12 »
Route d'Anécho	8 »
Sanoussi	4 »
Marina	4 »
Agbalépédogan	1 »
Félicio de Souza	3 »
Adjallé-Tokoin	2 »
Akato-Avoémé	1 »
Kétégougan	1 »
Madjikpéto	1 »
Baguida-Plantation	1 »
Sanguéra	3 »
Akodesséwa	1 »
Total	92 classes

CERCLE DE TSÉVIÉ

Abobo	4 classes
Badja	3 »
Batoumé	2 »
Bogamé	3 »
Davié	4 »
Djagblé	3 »
Fonghé	2 »
Gamé	4 »
Gapé	3 »
Kévè	4 »
Kpédji	2 »
Lébo	2 »
Mission-Tové	4 »
Tsévié	6 »
Vonougba	1 »
Zolo	3 »
Kpali	1 »
Dalavé	1 »
Yoff	1 »
Adokpé	1 »
Assomé	1 »
Gamé-Jili	1 »
Gatigblé	1 »
Total	58 classes

CERCLE D'ANÉCHO

Adjido	6 classes
Afagnangan	3 »
Agomé-Glozou	3 »
Agouégan	3 »
Agbétiko	2 »
Ahépe	3 »
Aklakou	5 »

Akoumapé	3	»
Anegran	3	»
Antoin	4	»
Atouéta	2	»
Attitogon	4	»
Avévé	3	»
Badougbé	4	»
Dagbati	2	»
Gbodjomé	3	»
Gboti	3	»
Glidji	6	»
Kutscherriter	6	»
Kouve	3	»
Porto-Seguro	3	»
Séko	3	»
Sévagan	2	»
Tchékpe	3	»
Tokpli	3	»
Vogan	6	»
Vogan-Marché	4	»
Vogan-filles	2	»
Vokoutimé	3	»
Zalivé	3	»
Zébévi	6	»
Zowla	3	»
Sikakondji	2	»
Tabiigbo	3	»
Vo-Aiouimé	1	»
Momé-Hounkpati	1	»
Agbanakin	2	»
Kponon	1	»
Zooti	1	»
Kfologo	2	»
Ativé (Vogan)	1	»
Gboti-Kossidamé	1	»
Agomé-Séva	1	»
Total	127	classes

CERCLE DE PALIMÉ.

Adamé-Agotimé	1	classes
Agou-garç	5	»
Agou-Nyongbo Agbétiko	4	»
Akata	4	»
Amoussoukopé	3	»
Apéyémi-mixte	8	»
Dayes-Elavagnon	5	»
Dayes-N'Digbé	3	»
Gadja	3	»
Kouma-Apoti	2	»
Kouma-Tokpli	3	»
Kpadapé	6	»
Kponvié	4	»
Goudévé	1	»
Lanvie	3	»
Kébeutoé	2	»
Palimé-garç	6	»
Palimé-garçons	12	»
Nvitoé	3	»
Tinipé	3	»
Bémé-Toutou	3	»

zozokondji	1	classe
Dayes-Kakpa	1	»
Klo-Mayondi	1	»
Missahomé	1	»
Kpéié-Agavé	2	»
Total	90	classes

CERCLE D'ATAKPAMÉ

Application	7	classes
Atakpamé-filles	3	»
Agbandi	3	»
Akata	2	»
Amlamé	5	»
Anié	4	»
Badou	3	»
Bénali	2	»
Bitta	6	»
Ekéto	2	»
Koutoukpa	3	»
Kpékpémé	3	»
Kougnohou	3	»
Lom-Nava	6	»
Nuatja	4	»
Nyamassila	2	»
Otadi	2	»
Ounabé	2	»
Ountivou	2	»
Pagala-garç	3	»
Patatoukou	2	»
Tado	3	»
Tohou	3	»
Tététou	1	»
Témé-Dja	3	»
Yégué	1	»
Amou-Objo	2	»
Attigbékopé	1	»
Pallakoko	2	»
Kpédomé	1	»
Kpégon-Adja	1	»
Gbendé	1	»
Beroko	1	»
Alparé	1	»
Mcreta	1	»
Kélikpé	1	»
Badi-Kougan	1	»
Dagbédji	1	»
Chra	1	»
Elavagnon	1	»
Total	96	classes

CERCLE DE SOKODÉ

Sokodé mixte	13	classes
Sokodé Didauré	3	»
Kouma-garçons	3	»
Bafilo mixte	7	»
Koumondé	3	»
Telamba	5	»
Sotouboua	6	»
Agou'ou	3	»
Cambolé	3	»

Paratao	3	»
Dako	2	»
Palanka	3	»
Passoua	2	»
Koussountou	3	»
Gandé	1	»
Soudou	1	»
Kémini	1	»
Aléhéridé	2	»
Wassarabo	2	»
Krikri	2	»
Katamba	1	»
Fasao	1	»
Badou	1	»
Tchavadé	1	»
Kasséna	2	»
Yaocopé	1	»
Lama-Tessi	1	»
Boulohou	1	»
Paza	1	»

Total 78 classes

CERCLE DE BASSARI

Bassari	10	classes
Kabou	5	»
Guérin-Kouka	3	»
Kidjaboun	2	»
Bangéli	2	»
Binaparba	1	»
Santé-Bas	2	»
Nandouta	1	»
Nawaró	1	»
Bapuré	1	»
Bidjabé	1	»
Namale	1	»
Vogan-Marché	4	»
Namon	2	»
Katchamba	1	»
Malfacassa	1	»
Kalanga	1	»
Banha	1	»

Total 36 classes

CERCLE DE LAMA-KARA

Lama-Kara	13	classes
Kouméa	7	»
Kétao	3	»
Lassa	3	»
Pagouda	3	»
Landa-Pozenda	3	»
Sara-Kawa	3	»
Boufalé	2	»
Sahoudé	2	»
Awandjello	1	»
Tchitchao	3	»
Djamdè	1	»
Défalé	3	»
Niamtougou	12	»
Baga	1	»
Yaka	1	»

Sirka	1	»
Ténéga	1	»
Alloum	1	»

Total 64 classes

CERCLE DE MANGO

Mango-garçons	9	classes
Mango-filles	5	»
Koumongou	3	»
Gando	2	»
Nagbéné	1	»
Mogou	1	»
Barkoissi	4	»
Kountoiré	1	»
Takpamba	1	»
Kandé	8	»
Nadoba	3	»
Ataloté	3	»
Pessidé	2	»
Koutougou	2	»

Total 45 classes

CERCLE DE DAPANGO

Dapango	9	classes
Nakiindi-Est	3	»
Kor bongou	3	»
Namouajoga	3	»
Timbou	3	»
Nano	3	»
Bidjenga	3	»
Nakilindi-Ouest	2	»
Nandoga	2	»
Borgou	2	»
Tami	1	»
Nanergou	1	»
Pogno	1	»
Mandouri	1	»
Nataré-Tamatougou	1	»
Boadé	1	»
Kurientré	1	»
Warkembou	1	»
Papri	1	»
Koudjoaré	1	»
Sanfatouti	1	»
Cinkassé	1	»
Tantoga	1	»

Total 46 classes

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 novembre 1958.

M. K. SANKAREDJIA

DECISION No 266/MEN du 2 décembre 1958 fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1958-59

Le Ministre de l'Education nationale,

Vu le décret de la République Française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 (et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 32/E du 18 janvier 1958 portant organisation de l'enseignement officiel du Togo;

Sur la proposition de l'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement au Togo;

DECIDE :

Article premier. — En sus des jours fériés réglementaires, les dates des vacances scolaires pour l'année 1958-59 sont fixées comme suit :

1° — *Fêtes de Noël et du jour de l'An*

— Enseignement secondaire : du 23 décembre 1958 au soir au 3 janvier 1959 au matin.

— Enseignement primaire : du 24 décembre 1958 au soir au 5 janvier 1959 au matin

2° — *Fêtes de Pâques :*

Du 21 mars 1959 au soir au 2 avril 1959 au matin.

3° — *Grandes vacances*

Du 10 juillet 1959 au soir au 15 octobre 1959 au matin.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 2 décembre 1958

M. K. SANKAREDNA

Engagement

Par décisions du Ministre de l'Éducation nationale

N° 258/D/MEN. du :

25 novembre 1958 — Les nommés Gado Yao et Tamekloe Gambi sont engagés pour compter du 15 octobre 1958, en qualité de cuisiniers au salaire mensuel de 6.900 francs (1^o catégorie échelle A.) et affectés à l'école pratique de commerce et d'industrie de Sokodé.

Les nommés Folly Messan et Houmou Clément sont engagés pour compter du 1^{er} novembre 1958, en qualité de blanchisseurs au salaire mensuel de 6.900 francs (1^o catégorie — échelle A.) et affectés à l'école pratique de commerce et d'industrie de Sokodé.

La dépense résultant de ces engagements seront imputable au budget général du Togo, exercice 1958, chapitre 20 — article 3 — paragraphe 6.

Changement d'échelle

N° 267/D/MEN. du :

4 décembre 1958 — Est et demeure abrogée, en ce qui concerne M. Djimédo Christophe, la décision n° 155/MEN. du 10 juillet 1958, portant changement d'échelle des agents permanents du collège moderne de Sokodé.

M. Djimédo garde le bénéfice des dispositions de la décision n° 85/MIP. du 9 avril 1958.

Reprises de service

N° 259/D/MEN. du :

25 novembre 1958. — Est constatée en qualité de censeur au lycée de Lomé la reprise de service de M. Pontillon Charles professeur licencié de 4^e échelon, arrivé au territoire par le S/S Foucault du 4 novembre 1958.

Affectations

N° 256-D/MEN. du :

22 novembre 1958. — M. Gunn Georges, instituteur de 6^e classe du cadre supérieur de l'enseignement de la Côte-d'Ivoire en instance de détachement pour servir au Togo est affecté à l'école mixte d'Adjido (Anécho).

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 257/D/MEN. du :

25 novembre 1958. — M. Dagbovie Paul, instituteur stagiaire, précédemment en service à l'école de Mango (Garçons) est affecté à l'école normale d'Atakpamé pour compter de la date de la signature de la présente décision.

N° 260/D/MEN. du :

25 novembre 1958. — Est et demeure abrogée, en ce qui concerne M. Gameti Reinfried, la décision n° 225/MEN. du 22 octobre 1958 portant affectations.

M. Agboku Louis, instituteur stagiaire nommé par arrêté n° 143/MEP. du 25 novembre 1958 est affecté à l'école régionale de Lama-Kara.

N° 261/D/MEN. du :

1^{er} décembre 1958 — Les moniteurs de l'enseignement ci-après désignés reçoivent les affectations suivantes pour compter du 24 novembre 1958.

M. Bagna Issaka, monit. journalier en service à l'école de Koussountou (Sokodé) est affecté à Bagou (Sokodé).

M. Akakpo Gabriel, monit. adjt. stag. en service à Bagou (Sokodé) est affecté à Koussountou (Sokodé)

Mlle. Amenyah Faith, monitrice adjte stag. en service à Sokodé — Komah est affectée à Sokodé (Ecole régionale).

M. Ewovon Christian, monit. adjt. 3^e éch. (en service à Sokodé (Ecole régionale) est affecté à Sokodé-Komah.

M. Agboyibor Léonard, monit. adjt. stag. en service à Sokodé-Komah est affecté à Paratao (Sokodé)

Mlle. Kouévi O. Claudine monitrice adjte. stag. en service à Paratao (Sokodé) est affectée à Komah (Sokodé).

M. Hator Michel inst. adjoint stag. en service à Kpédji (Tsévié) est affecté à l'école Bohn (Lomé).

N° 263/D/MEN. du :

1^{er} décembre 1958 — M^{me} Spira Janine Paulq institutrice de 4^e classe, précédemment en service à l'École de la Marina est affectée au Lycée Bonnetarère de Lomé pour compter du 23 novembre 1958 date de son retour au territoire après congé scolaire.

N° 264/D/MEN. du :

1^{er} décembre 1958. — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel de l'enseignement primaire :

MM. Sodji Félix, moniteur journalier à Boulohou cercle de Sokodé) est affecté à l'école d'Am-lamé (cercle d'Atakpamé).

Koto Bernard, moniteur journalier à Am-lamé (cercle d'Atakpamé) est affecté à l'école de Pagala-Gare (cercle d'Atakpamé).

Kpangou Jean, moniteur journalier à Pagala-Gare (cercle d'Atakpamé) est affecté à l'école de Boulohou (cercle de Sokodé).

La présente décision prendra effet pour compter de la date de signature.

N° 265/D/MEN. du :

1^{er} décembre 1958 — Les instituteurs-adjoints stagiaires recrutés par l'arrêté n° 152/MFP. du 25 novembre 1958 reçoivent les affectations suivantes :

MM. Kouéviakoé Thomas à Baga (Lama-Kara)

Hodo Gérard à Kéboutoé (Palimé)

Atchokpo Napoléon Isidore à Ounabé (Atakpamé).

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Intégration

Postes et Télécommunications

Par arrêté en date du 27 octobre 1958 du Ministre de la France d'outre-mer.

En application des dispositions des articles 1^{er} et 2 du décret n° 57-1192 du 26 octobre 1957, les fonc-

tionnaires des cadres supérieurs des postes et télécommunications d'outre-mer dont les noms suivent ont été intégrés dans le cadre général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer (corps des inspecteurs adjoints et inspecteurs) pour compter du 29 octobre 1957 :

MM.

Brassier Paul

Gonçalvès Antoine

Lawson Laté Jean Baptiste

Poenou Marcellin

Tétégan Christophe

La nomination en application des dispositions de l'article 33 du décret précité du 26 octobre 1957 des fonctionnaires désignés ci-dessus et leur classement à compter du 29 octobre 1957, dans les classes et échelons des grades d'inspecteur adjoint ou d'inspecteur du cadre général seront prononcés par arrêté ultérieur.

Titularisation

Par arrêté du Ministre de la France d'outre-mer en date du 14 novembre 1958.

Dans le cadre général des adjoints techniques des travaux publics de la France d'outre-mer, sont inscrits au tableau de nomination :

MM. Bouthors Guy,

adjoints techniques stagiaires

Les intéressés sont titularisés dans le cadre général des adjoints techniques des travaux publics de la France d'outre-mer au grade d'adjoints techniques de 8^e classe dans les conditions suivantes :

M. Bouthors Guy pour compter du 21 avril 1957 ancienneté civile du 19 avril 1956. R.S.M. : réservés.

Sont promus à la 7^e classe du grade d'adjoints techniques, pour compter des dates indiquées, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté :

M. Bouthors Guy pour compter du 19 avril 1958 R.S.M. : réservés.

Promotion

Par arrêté du Ministre de la France d'outre-mer en date du 4 novembre 1958.

Ont été promus, pour compter des dates ci-après indiquées, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, les fonctionnaires du corps des ingénieurs d'agriculture dont les noms suivent :

Noms et Prénoms	Date de promotion	K.S.M. conservé
A la 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon du grade d'ingénieur.		
Rossignol Pierre	16 mai 1958	Néant
Trottman Claude	1 ^{er} juillet 1958	—

Détachement

Par arrêté interministériel en date du 25 juillet 1958 :

M. Georgin Georges, commissaire principal de classe exceptionnelle de la police d'Indochine, détaché auprès du Ministre de la France d'outre-mer (Togo) pour une période de 3 ans à compter du 7 juillet 1956, intégré dans les cadres de la sûreté nationale en qualité de commissaire principal de 2^e échelon est maintenu en position de détachement auprès du Ministère de la France d'outre-mer pour exercer ses fonctions auprès de la République autonome du Togo pour la période du 30 septembre 1957 au 6 juillet 1959 (régularisation).

Disponibilité

Par arrêté du Ministre de la France d'outre-mer en date du 21 octobre 1958.

L'article 3 de l'arrêté n° 56/DSS.-2 du 20 août 1958 portant réintégration dans le cadre des médecins, pharmaciens et sage-femmes africains, de M. Johnson Jean Richard, médecin africain principal de 4^e échelon et le plaçant en position de disponibilité sans solde, est modifié ainsi qu'il suit :

M. Johnson Jean-Richard, est placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans solde pour une période d'une année, valable à compter du 15 septembre 1958.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES; DECISIONS ET CIRCULAIRES

Engagement

Par décisions du Haut-Commissaire de la République française au Togo :

N° 300-D/PE. du :

1^{er} décembre 1958. — M. Agbagla Agbétoho Faustin est engagé en complément d'effectif en qualité de chauffeur permanent, à compter du 27 novembre 1958, pour servir au Haut-Commissariat de la République française au Togo.

M. Agbagla est classé à la 2^e catégorie — échelle A.

La dépense résultant de cet engagement est imputable au budget de l'Etat s'exécutant au Togo — chapitre 41-95.

Reclassement

N° 306-D/PE. du :

33 décembre 1958 — M. Yao François, engagé comme homme de peine par décision du 2 avril 1958 et reclassé à la 3^e catégorie du titre II — autres domestiques, prévue par l'arrêté fixant les conditions d'emploi du personnel domestique au Togo.

Le salaire mensuel de M. Yao François est porté de six mille six cents francs à sept mille cinq cents francs pour compter du 1^{er} décembre 1958.

Affectations

N° 294-D/PE. du :

21 novembre 1958 — Barbé Pierre, greffier de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps supérieur des greffiers et des secrétaires greffes et parquets de l'A.O.F. indice métré 260, de retour de congé et arrivé à Lomé le 16 novembre 1958 est remis à la disposition du Premier Ministre de la République du Togo.

N° 295-D/PE. du :

21 novembre 1958 — M. Abolivier Jean, magistrat du 5^e grade, 5^e échelon, de la France d'outre-mer indice métré 375, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de 2^e classe de Lomé, de retour de congé, arrivé à Lomé le 18 novembre 1958, par le paquebot Général Leclerc, est remis à la disposition du premier Ministre de la République du Togo.

La solde et les accessoires de solde de M. Abolivier sont à la charge du budget de l'Etat s'exécutant au Togo.

N° 69-D/58/PE. du :

3 décembre 1958 — M. Mano Raymond, administrateur en chef de classe exceptionnelle de la France d'outre-mer (indice métré 630), affecté au Togo et arrivé à Lomé le 27 novembre 1958 par le paquebot, Foch est mis à la disposition du Premier Ministre de la République du Togo.

M. Mano sera pris en charge par le budget de l'Etat s'exécutant au Togo pour compter de la veille du jour de son embarquement soit le 12 novembre 1958.

Permutation

N° 301-D/PE. du :

1 décembre 1958 — M. Naoto Nicolas, commis d'administration adjoint de 2^e classe du cadre local

du Togo, agent spécial à Mango est muté dans les mêmes fonctions à Bassari en remplacement de M. Sonhaye Nadjombé, commis de 2^e classe, 3^e échelon, du cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables du Togo qui est nommé agent spécial de Mango par permutation avec M. Naoto Nicolas.

M. Naoto Nicolas sera mis en route sur Bassari après clôture des opérations au 31 décembre 1958 de l'agence de Mango. Il prendra le service de l'agence de Bassari le même jour afin que M. Sonhaye Nadjombé soit dirigé le lendemain sur Mango où la passation de service sera assurée par le commandant de cercle.

Ces opérations de passation de service par vérification des encaisses et des registres comptables feront l'objet de procès verbaux dans les formes réglementaires.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A. O. F.

Promotion

Par arrêté du Haut-Commissaire de l'A.O.F., Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 25 juillet 1958.

Les fonctionnaires dont les noms suivent sont promus dans le corps supérieur des greffiers de l'A.O.F. tant au point de vue de l'ancienneté que de la solde pour compter des dates ci-après :

Au titre de l'année 1957

3^o Pour le grade de greffier de 1^{re} classe échelon

Barbé Pierre, p.c. du 18 octobre 1957 (A.C. et R.S.M. néant).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Par décision du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, chef du service judiciaire.

M. Abolivier, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Lomé est désigné comme président du tribunal du travail de Lomé, en remplacement de M. Caitucoli, pour compter du 25 novembre 1958.

M. Abolivier exercera cumulativement ses fonctions de substitut du procureur de la République et de président du tribunal du travail.

Tribunal de Instance Première de Lomé

Registre du Commerce

M. Quacoé Wossinou Christian, citoyen togolais, propriétaire du « cabinet d'Optique Ophtalmique » ouvert au n° 23 de la rue de l'église à Lomé, a été immatriculé le 29 octobre 1958 sous le n° 82 livre 1 du registre analytique —

M. William Frédéric Quashie, pharmacien à l'enseignement pharmacie Lomé — Tokoin route de Palimé, citoyen Togolais, a été immatriculé le 5 décembre 1958 sous le n° 83 livre 1 du registre analytique.

Le Greffier en Chef,

FILIFECKI.

AVIS DE PERTE

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, que la copie du Titre foncier n° 2038 du Territoire du Togo, volume XI, folio 109, appartenant à M. Kponton Sanvi Sylvestre, est adirée.

Pour deuxième insertion.

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 1589 du T.T. appartenant au sieur Raphaël Agbodjan.

Pour deuxième insertion conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.